

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1144

Artikel: No future
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011753>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

No future

LE NOUVEAU GRAND CONSEIL

Libéraux	27 (+5)
Radicaux	15 (+2)
PDC	14 (—)
Socialistes	15 (—6)
Alliance de gauche (en 89: PdT)	21 (+13)
Ecologistes	8 (—5)
Vigilants	0 (—9)

Résultat par liste	%
Parti libéral	24,78
Alliance de gauche	19,24
Parti socialiste	13,78
Parti radical	13,39
PDC	12,35
Parti écologiste	7,76
Défi	3,18
Unis pour Genève	2,23
Parti anti-magouille	2,03
GAG	1,27

(jd) A l'issue de ce premier tour — puisque Genève persiste à se singulariser en désignant son gouvernement un mois après le Grand Conseil — deux choses sont claires. Quand bien même le rapport des forces entre gauche et droite reste stable, un gros tiers de l'électorat marque sa préférence pour les extrêmes. La situation n'est pas nouvelle: à Genève le mécontentement se manifeste occasionnellement par des faveurs accordées aux formations politiques aux penchants populistes; les communistes ont parfois bénéficié de cet effet dans le passé et il y a quelques années Vigilance arrivait à se hisser en tête du Grand Conseil. Plus inquiétant encore, le taux d'abstention — près de deux électeurs sur trois — qui traduit le manque de crédibilité du discours politique dans une période pourtant difficile.

On a parlé de choix de société. Un bien grand mot pour qualifier des projets passéistes. Les libéraux peuvent donner l'illusion du dynamisme; à l'analyse, leurs propositions apparaissent comme des poncifs éculés qui partout ont montré leur inconsistance: croissance, déréglementation, trafic sans entrave. Une fuite en avant, marche arrière engagée.

Le Parti du travail a réussi sans conteste un coup de maître en fédérant des mouvements hétérogènes qui hier encore s'entredéchiraient et qui n'ont en commun que la volonté de s'affronter à la droite et de sauvegarder des acquis sans trop se soucier de savoir à qui ils profitent réellement.

Choix de société? Plutôt victoire des corporatismes, celui des affairistes, celui de la fonction publique, même si des électeurs de gauche ont cru trouver là un rempart contre l'arrogance de la droite.

Depuis des mois Genève martèle son slogan gagnant. Mais la République ne sortira évi-



Ces représentants portent leur responsabilité, certes. Mais éprouvent également le besoin de se sentir portés par une conviction généreuse. On sait ce qu'il advient du militantisme, en déclin général, y compris à gauche où il a toujours joué un rôle décisif, dans la pratique et le financement du politique. Mais que se passe-t-il quand ceux qui font fonction de vecteurs ne sont plus que de secs comptables? Quand les observateurs renoncent à observer, les commentateurs à commenter, les intellectuels à faire les analyses qu'on attend d'eux? C'est bien simple, et tout aussi triste: ils noient la pensée politique dans un bain tiède, lui donnant une allure d'indifférenciation générale, génératrice d'une démobilité également générale.

demment pas de l'ornière à coup de slogans, qu'ils soient mitonnés par la droite dure ou par l'extrême-gauche. Ce dont elle a besoin, c'est de solutions originales, nuancées et largement soutenues, parce que la réalité résiste aux simplifications. Ecologistes et socialistes ont ouvert quelques pistes dans ce sens — on pense à l'organisation du travail et à la fiscalité. Ils ont néanmoins perdu des plumes, les seconds parce qu'ils ont mené une campagne molle, partisans d'un nouveau contrat social insuffisamment explicite.

Scénario pessimiste. Les libéraux entraînent leurs partenaires de l'Entente dans une politique intransigeante. Les socialistes, sonnés par leur défaite, se laissent tenter par l'union de la gauche dans l'espoir de sauver peut-être un siège à l'exécutif; ou, fidèles à leurs convictions mais conscients d'un nécessaire renouvellement du projet socialiste, ils continuent la route seuls, même si elle traverse temporairement un désert, certains que la politique ne se construit pas dans le court terme et se nourrit de crédibilité. ■

EN BREF

L'avocat de la maison Ringier qui a déposé plainte contre *Infrarot*, le journal de la jeunesse socialiste suisse, est l'un des anciens présidents de l'organisation, à l'époque où on les appelait les *Jusos*.

Rencontres depuis quelques temps des représentants des deux principaux groupes du Grand Conseil zurichois, les radicaux et les socialistes, pour coordonner les interventions et améliorer ainsi le travail du parlement cantonal. Il n'est évidemment pas question de fusion, mais un certain nombre de préjugés sont tombés et des résultats ont été obtenus en matière de lutte contre le chômage.

Le principal orateur de l'assemblée d'automne du périodique conservateur *Schweizerzeit*, le 13 novembre, sera l'avocat allemand Manfred Brunner. Cet ancien fonctionnaire européen est l'auteur de l'un des recours contre la ratification par l'Allemagne du Traité de Maastricht; il vient d'être débouté par la Cour constitutionnelle. Autre orateur à l'assemblée: Christoph Blocher.

Le 9 octobre, le *Tages Anzeiger*, dans un article sur le lobby paysan du Conseil national et son opposition au Gatt, constatait tout simplement qu'il y a aujourd'hui en Suisse plus de chômeurs que de paysans.